

tradition de non-ingérence dans nos affaires nationales. Cependant, nous ne pouvons pas nous retrancher derrière ce principe lorsque l'oppression apparaît de manière criante chez l'un de nos membres. C'est pourquoi la situation qui règne actuellement en Ouganda nous est une source de grave inquiétude. Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont adopté une position non équivoque sur cette question à Londres; nous, parlementaires, ne pouvons faire moins.

Même si la perfection est inaccessible, le Commonwealth doit, à tout le moins, donner l'exemple à la communauté mondiale. Et notre engagement doit être universel. Nous ne pouvons pas exiger le respect de l'égalité et des droits fondamentaux dans une région ou dans un État, en Afrique australe par exemple, si nous n'en faisons pas autant et si nous n'appliquons pas la même norme partout. Notre conscience ne peut faire de distinction géographique ou raciale, sous peine de miner ainsi le soutien de la population sur lequel nous, législateurs, pouvons compter lorsqu'il faut faire des déclarations sans équivoque.

Mais lorsque je parle des droits de la personne, je n'entends pas seulement les droits politiques et civils. Je pense aussi aux droits économiques et sociaux que nous devons respecter et pour lesquels nous devons lutter: le droit à un logis convenable, à une alimentation suffisante, au travail. Si notre monde s'enlise dans l'inégalité et la pauvreté, si nous faisons la sourde oreille au dialogue qui, seul, peut nous faire progresser, il nous est interdit de croire à un mieux-être.

J'aimerais maintenant dire quelques mots du récent accord de Gleneagles, en vertu duquel nos gouvernements se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour dissuader nos ressortissants d'affronter en compétition des organismes sportifs, des équipes ou des athlètes, venus d'Afrique du Sud ou de tout autre pays où l'organisation du sport se fait en fonction de la race, de la couleur ou de l'origine ethnique. J'estime que cette question a été abordée avec pragmatisme et discernement. D'ailleurs, il y a matière à se réjouir de la façon dont la déclaration du Commonwealth sur le sport a été appliquée par les membres de notre communauté. J'attends avec impatience la venue des délégations de tous vos pays à l'occasion des Jeux du Commonwealth qui auront lieu à Edmonton l'année prochaine. Il est important que les jeunes se rencontrent en compétition amicale, car c'est ainsi que se formera la seule base solide sur laquelle pourra se construire l'avenir.

Pour conclure, permettez-moi de vous souhaiter bonne chance dans vos délibérations. Je vous exhorte tous à relire la Déclaration des principes du Commonwealth adoptée en 1971 lors de la réunion des chefs de gouvernement à Singapour. C'est un document éloquent qui atteste les idéaux élevés et la vitalité du Commonwealth. Sa composition reflète notre monde et, à bien des égards, j'aimerais que le monde reflète le Commonwealth. La recherche de la sécurité planétaire se poursuit sans cesse. Multiples sont les défis et les menaces à la sécurité. Mais nous persévérons dans nos efforts. Sachons regarder l'avenir avec optimisme et nous engager vers un même but. Le Commonwealth est unique et, ensemble, nous saurons bâtir un monde plus sûr et plus juste.

---

S/C